



Lusotopie

Recherches politiques internationales sur les espaces
issus de l'histoire et de la colonisation portugaises

XIII(2) | 2006

Le politique par le bas

Cahiers du Brésil contemporain, 57-58/59-60, 2004-2005

Paris, Maison des sciences de l'homme, 352 p.

Michel Cahen



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lusotopie/1545>

ISSN : 1768-3084

Éditeur :

Association des chercheurs de la revue Lusotopie, Brill, Karthala

Édition imprimée

Date de publication : 30 novembre 2006

Pagination : 226-231

ISSN : 1257-0273

Référence électronique

Michel Cahen, « *Cahiers du Brésil contemporain*, 57-58/59-60, 2004-2005 », *Lusotopie* [En ligne], XIII (2) | 2006, mis en ligne le 10 avril 2016, consulté le 22 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/lusotopie/1545>

Ce document a été généré automatiquement le 22 avril 2019.

Tous droits réservés

Cahiers du Brésil contemporain, 57-58/59-60, 2004-2005

Paris, Maison des sciences de l'homme, 352 p.

Michel Cahen

RÉFÉRENCE

Cahiers du Brésil contemporain, Paris, Maison des sciences de l'homme, 57-58/59-60, 2004-2005 (publ. janvier 2006), 352 p., ISSN : 0989-5191, dossier édité par Letícia Canêdo et Marie-Claude Muñoz, « Le Brésil et la marché mondial de la coopération scientifique ».

- 1 Voici un numéro quadruple (3^e et 4^e trimestres 2004/1^{er} et 2^e trimestres 2005) qui s'est bien fait attendre, mais est notable. Il s'agit de la publication d'une partie des travaux élaborés dans le cadre des projets de recherche « Internationalisation des échanges scientifiques et recomposition des élites nationales (1970-2000) » (2001-2004) et « Circulation internationale des universitaires et transformation de l'espace culturel (1945-2004) » (2005-2007). Côté français, outre le CRBC, plusieurs autres équipes de l'École des hautes études en sciences sociales (Centre de sociologie européenne, Centre d'études des mouvements sociaux, Centre de recherches interdisciplinaires sur l'Allemagne) ou de l'université de Paris V (Centre de recherche sur les liens sociaux) ont été associées à la recherche ; côté brésilien, des chercheurs des universités, *estadual* de Campinas (Unicamp), et *federal* de São Carlos (UFSCAR), du Rio Grande do Sul (UFRGS), de Minas gerais (UFMG), *fluminense* (UFF) et enfin de Rio de Janeiro (UFRJ) ont participé. L'objectif était de comprendre « le rôle joué par le séjour à l'étranger dans la formation intellectuelle des élites brésiliennes : comment cette forme spécifique et temporaire de migration internationale – celle de groupes sociaux à fort capital culturel qui vont se former et se perfectionner à l'étranger – contribue-t-elle au renouveau des élites intellectuelles et politiques, et aux transformations de l'espace public de la nation ? » (p. 5).

- 2 Les contributions du recueil traitent donc de la circulation internationale des étudiants vers les « puissances scientifiques et culturelles » d'Amérique du Nord et d'Europe (principalement la France), sur la base de séries statistiques complètes des étudiants brésiliens boursiers du CNPq, de la FAPESP et de la CAPES (les trois principales agences brésiliennes d'aide à la recherche). Elles sont classées en deux catégories : les premières traitent des trajectoires des doctorants, chercheurs et artistes stagiaires brésiliens à l'étranger (France, Europe, États-Unis) et les secondes étudient les effets de cette circulation internationale sur l'activité scientifique au retour au Brésil.
- 3 Dans son article d'« Introduction » (p. 9-17), Monique de SAINT-MARTIN tente une difficile synthèse des recherches menées. Difficile, parce qu'il « n'y a pas d'effet mécanique d'un processus d'internationalisation des activités scientifiques ou des échanges sur l'activité scientifique » (p. 14), qui peuvent aller d'une rupture avec le « narcissisme » brasilo-brésilien à la production d'« une forme de nationalisme et de ressentiment à l'égard de [l']institution d'accueil » (p. 14). Déjà complexe, le tableau est encore alourdi par le fait que ce ne sont pas, statistiquement, des étudiants issus des mêmes milieux sociaux qui vont dans tel ou tel pays : les enfants des professions libérales moyennes ou supérieures vont plutôt en France, au Royaume-Uni ou aux États-Unis, tandis que les enfants d'agriculteurs petits ou moyens se dirigent plutôt vers l'Italie, l'Allemagne, la Belgique et le Portugal (p. 15).
- 4 La première partie du dossier (« Les doctorants brésiliens à l'étranger : politiques de soutien et politiques d'accueil » : 19-148) réunit cinq contributions. Celle de Letícia CANÊDO & Afrânio GARCIA (« Les boursiers brésiliens et l'accès aux formations d'excellence internationales » : 21-48) aborde les étudiants boursiers (du master au doctorat) de 1987 à 1998, mais replace la problématique dans la « formation de haut niveau à l'étranger comme question d'État » depuis le début des années 1950 et incluant les effets (non mécaniques) de la dictature militaire. L'évaluation des candidats a été de plus en plus le fait de la communauté scientifique, diminuant l'emprise du clientélisme politique (p. 33) : « la politique ininterrompue de soutien à la formation de nouveaux scientifiques pour plus d'un demi-siècle, malgré les contrecoups de l'hyper-inflation et les crises politiques de différents ordres, a sans doute permis la formation d'une nouvelle composante du champ du pouvoir brésilien, fondée sur les investissements intellectuels et la professionnalisation de la condition de chercheur » (p. 33). Dès 1951, la destination vers les États-Unis est la plus importante parmi les boursiers brésiliens des *institutions brésiliennes* – boursiers brésiliens de fondations nord-américaines non inclus. De 31 % sur la période 1987-1991, la proportion passe à 39 % pour 1995-1998. Les destinations allemande, canadienne et japonaise croissent également au détriment de la Grande-Bretagne et de la France (p. 37), ces pourcentages variant avec les disciplines. Le Portugal ne reste notable qu'en histoire et, dans une moindre mesure, en droit et communication. En sciences sociales et humaines, la suprématie française des débuts des universités de São Paulo et de Rio de Janeiro a été balayée, le nombre des professeurs docteurs d'universités nord-américaines y étant supérieur à celui des « Français ». La France reste dominante dans le Nordeste et le Sud, c'est-à-dire hors du Sud-Est où se trouvent les centres « les plus performants ».
- 5 L'article de Marie-Claude MUÑOZ (« De la coopération Nord-Sud à la logique de marché. Les politiques françaises d'accueil des étudiants étrangers » : 49-74) part du fait que la formation des élites étrangères constitue un enjeu de la politique extérieure de la France. Le nombre d'étudiants étrangers en France a plus que doublé de 1976 à 2005, mais leur

proportion sur le total n'a que faiblement cru (de 12 à 14,2 % entre ces deux dates, avec un creux à 8,5 en 1997-98 : 53). 51 % de ces étudiants sont originaires d'Afrique (Maghreb inclus) et 23,5 % d'Europe. L'évolution de la politique française, notamment sur le plan migratoire, a fait diminuer, toutes nationalités d'origine confondues, la proportion des étudiants débutants et augmenter celle des étudiants de 3^e cycle d'origine plus élitare (p. 58).

- 6 L'évolution du cas brésilien ne confirme pas cette tendance générale, même si elle ne l'infirmes pas non plus. Angela Xavier de BRITO (« Transformations institutionnelles et caractéristiques sociales des étudiants brésiliens en France » : 75-105) montre, en essayant de ne pas se restreindre aux boursiers, que les « étudiants » brésiliens en France dans les années 1980 étaient en réalité déjà des enseignants (titulaires d'un *mestrado* et au moins assistants en université), qui revenaient ainsi, parfois avec difficulté, à la catégorie d'étudiants pour préparer un doctorat. Ils étaient « pour la plupart le produit d'une stratégie de maintien ou d'ascension sociale par la voie scolaire » (p. 78). Depuis le développement des « bourses sandwichs », il y a eu un rajeunissement, notamment féminin, qui ne signifie pas pour autant formation initiale : mais la destination n'est plus seulement universitaire, les boursiers constituant un vivier pour les entreprises. Ceux qui sont universitaires n'envisagent pas de quitter le Brésil quatre années, afin de garder un pied dans leur université. La féminisation s'accroît, notamment parmi les non-boursier(e)s osant venir avec leurs seules économies. La proportion des étudiants originaires des régions moins favorisées (Nordeste) s'est accrue – même si São Paulo reste dominant –, en particulier vers des universités non parisiennes – même si Paris reste dominant. Certains Nordestins avaient déjà préalablement migré vers l'axe Rio-São Paulo. En 1975, près de 80 % des étudiants brésiliens étaient à Paris, il n'y en avait plus « que » 59 % en 1988 et probablement 45 % en 2004. Les non-boursiers, libres de tout accord interuniversitaire, se concentrent en revanche massivement à Paris. La majorité des étudiants ne forment plus vraiment une élite, seule une minorité étant rompue au contact avec l'étranger et s'intégrant à la communauté scientifique internationale.
- 7 Marie-Claude MUÑOZ & Afrânio GARCIA (« Les étudiants brésiliens en France (2000-2001). Parcours intellectuel et inscription académique » : 107-128) explorent les conditions matérielles du séjour en France. 57 % (88 % des boursiers) sont inscrits en 3^e cycle et 60,5 % sont des femmes (p. 111). Les Lettres et Sciences humaines regroupent 40,2 % de l'effectif (64,7 % si l'on inclut le Droit et l'Économie), 38,5 % les Sciences et 6 % la Santé (p. 117).
- 8 Anita Clémens P. SABOIA (« Vingt ans de thèses françaises sur le Brésil. Normalisation et vitesse de croisière (1985-2004) » : 129-148) étudie les soutenances de thèses en sciences sociales et humaines sur le Brésil en France depuis... 1823. Le bond en avant est spectaculaire depuis 1975 et a grandement renforcé la vitalité des études brésilianistes en France (p. 133). Malgré une amorce de décentralisation, les soutenances restent fortement parisiennes (73,8 % en 1985-89, 66,5 % en 2000-2004 : 135). Au sein des sciences humaines et sociales, sur toute la période 1823-2004, l'économie/gestion domine, suivie de la géographie, de la sociologie, de la littérature et de l'histoire, les différences s'étant amoindries depuis 1985 (p. 141).
- 9 La seconde partie du dossier (« Recomposition des champs disciplinaires » : 149-302) est de nature très différente. Elle réunit six contributions qui, sans abandonner l'analyse des dossiers statistiques, relatent plutôt des trajectoires et histoires de vie scientifique. Maria Rita LOUREIRO (« Circulation internationale des économistes brésiliens » : 151-175) aborde

les tenants d'une discipline particulièrement soumise au marché concurrentiel des diplômés. L'auteur suit les anciens étudiants économistes dans leurs carrières au sein des institutions fédérales (Banque nationale de développement économique, etc.), mais aussi régionales (Commission économique pour l'Amérique latine de l'ONU) ou internationales. Le passage par l'étranger semble bien avoir produit un effet de levier sur leur progression (p. 163) et constitué un atout dans les luttes internes (p. 167).

- 10 Fabiano ENGELMANN (« La redéfinition de l'enseignement et de l'espace juridique brésilien » : 177-201) présente une analyse sociologique de l'espace juridique brésilien dans les années 1990. Cette période est celle d'affrontements relativement aux conceptions du droit et de l'action professionnelle. Les *bacharéis*, héritiers des grandes familles de juristes et d'hommes politiques s'affrontent à une constellation hétérogène de juristes cherchant la légitimation dans l'affrontement même avec la tradition (p. 177). La proportion entre les deux groupes dépend aussi fortement de l'origine régionale (p. 191-192) et se retrouve dans les affiliations politiques (partis de droite ou du centre, ou PT). Le développement des formations doctorales a favorisé un nouvel espace de productions de définitions de droit, que certains dénoncent, ou encensent, comme « politisation du droit » ou « droit alternatif » (p. 199).
- 11 Maria Helena Bueno TRIGO (« Les chemins de l'internationalisation et les stratégies de légitimation des psychologues au Brésil » : 203-222) étudie le parcours de la psychologie au Brésil, depuis les préoccupations hygiénistes de la République naissante jusqu'à nos jours. Le dégagement à partir des départements de philosophie a été difficile (p. 209), se doublant d'une rivalité hommes (philosophes)-femmes (psychologues), les premiers cours apparaissant en 1957 même si la psychanalyse était implantée dans le pays depuis le début du siècle. (p. 213). Le champ « psy » reste très concentré à São Paulo, formé de gens aux trajectoires disciplinaires fort diverses (médecins psychiatres, neuropsychiatres, psychologues, psychanalystes), traversé de luttes pour des positions et dominé par les femmes (p. 222).
- 12 Odaci Luiz CORADINI (« Formation et insertion professionnelle des professeurs de sciences humaines et sociales au Rio Grande do Sul » : 223-259) montre que le diplôme obtenu à l'étranger est une « composante fondamentale des conditions d'existence des professeurs concernés » (p. 223) : plus de 57 % de l'échantillon étudié sont dans ce cas, avec de claires répercussions sur le cursus.
- 13 Ana Paula Cavalcanti SIMIONI (« Le voyage à Paris. L'Académie Julian et la formation des artistes peintres brésiliennes vers 1900 » : 261-281) revient sur l'histoire originale des femmes artistes brésiliennes formées à Paris au XIX^e siècle et début du XX^e. Ana Paula HEY (« Les débats sur l'enseignement supérieur. Disputes académiques ou querelles politiques » : 283-302) aborde les débats des vingt dernières années sur l'enseignement supérieur au Brésil. Elle constate que les lieux de recherche sur l'enseignement supérieur. Le NUPES, centre de recherche sur l'enseignement supérieur, de São Paulo, ou le CEBRAP, Centre brésilien de recherches, de la même ville, ont produit des dirigeants politiques de tendance assez homogène (PMDB, PSDB) qui ont à leur tour influencé l'université et la CAPES (p. 288), notamment dans le cadre de colloques internationaux et de commissions de réforme (1985). À partir de 1995, un groupe concurrent, proche du PT, se développe, accusé par les premiers de donner trop de pouvoirs aux syndicats (p. 299). Mais l'analyse des débats autour de l'évolution de l'enseignement supérieur montre que les questions examinées sont complètement tributaires des polémiques proprement

politiques, où la concurrence du monde universitaire n'est jamais autonome des projets de réforme et des modalités d'accumulation de reconnaissance politique » (p. 301).

- 14 À cet ensemble sur le Brésil, les éditeurs ont ajouté, à titre comparatif, une étude d'Abdoulaye GUEYE (Université d'Ottawa), « Sacre ou sacrifice. La condition des chercheurs africains dans la mondialisation universitaire » (p. 305-318), extrêmement intéressante. Cependant la comparaison est rendue difficile du fait que la réflexion n'est pas basée sur des données statistiques, tant sur le plan des origines géographiques (bien que l'auteur se restreigne aux Africains francophones), que des critères sociaux et des parcours ultérieurs. Il n'en reste pas moins que l'identité de l'étudiant africain en France est particulièrement contrainte, en particulier dans les Sciences humaines et sociales, au sein desquelles il paraît « évident » que ces étudiants doivent étudier leur continent, si ce n'est leur pays ou leur village. Ce « nationalisme méthodologique » serait renforcé par l'institution française, particulièrement fermée aux recrutements d'Africains, pour des raisons complexes et qui ont « fait l'objet d'un débat passionné dans le milieu africaniste français au milieu des années 1990 » (p. 311). L'Amérique du Nord serait bien plus accueillante : il reste à savoir si c'est en raison de son fonctionnement même, ou simplement de ses plus grands moyens. A. Gueye ne prend pas en compte le fait que les données ont été recueillies auprès d'Africains francophones ayant obtenu des positions dans les universités américaines, en nombre absolu effectivement croissant, et non point auprès de tous ceux qui n'ont pas obtenu ces positions. Les jeunes universitaires africains ont parfaitement raison de jouer la concurrence entre pays « développés » rivaux, mais le fait que les États-Unis attirent plus d'Africains francophones que la France relève d'abord de l'importance respective des deux pays et est plutôt bon signe : la vieille métropole coloniale s'éloigne... Il aurait, alors, été intéressant d'étudier l'entrée, modeste mais croissante, d'étudiants africains anglophones (nigériens, notamment) et lusophones, en France. A. Gueye ne décrit pas les États-Unis comme une destination idyllique : les études africaines y souffrent d'une marginalité parfaitement similaire à ce que l'on trouve en France relativement aux disciplines « centrales » (cf. une saisissante citation, p. 314). Il n'en reste pas moins des données brutes inquiétantes pour la France. Une étude du SSRC sur un échantillon de 541 Africains ayant soutenu leur doctorat aux États-Unis ou au Canada en 1986-96 indique que 35 % d'entre eux occupaient un poste universitaire dans ce pays (p. 317) : d'une part, je n'ai connaissance d'aucune étude similaire qui ait été tentée en France (ce qui est déjà une indication...), mais l'évidence indique que la proportion serait très considérablement inférieure : pourquoi ? Le déclassement de la France n'est pas que numérique et social, mais aussi symbolique : un universitaire africain formé en France cherche consécration et visibilité aux États-Unis. La crise des universités européennes (françaises, anglaises, belges, et j'ajouterai portugaises) dans le contexte néolibéral impose plus que jamais aux Africains de « consolider leur inscription dans la dynamique mondiale de recherche, pour autant qu'ils tiennent à la préservation de leur identité de chercheur ou aspirent à l'excellence », tous impératifs qui restent « encore déterminés hors de leur propre continent » (p. 318). On aurait quand même aimé que l'auteur aborde la question du type d'universités américaines où ces Africains trouvent, statistiquement parlant, le plus facilement un poste : c'est évidemment plus facile à Howard qu'à Harvard. N'y aurait-il pas là une autre forme de marginalisation, interne mais efficace ? L'auteur n'aborde pas du tout cet aspect.
- 15 Dans le même ordre d'idées, ce dossier sur les étudiants brésiliens à l'étranger et notamment en France appelle d'autres questionnements. Par exemple, au moment même

où le gouvernement de Lula a institué une politique de quotas pour favoriser l'accès à l'université d'étudiants noirs ou métis, la question de la proportion des étudiants brésiliens noirs en France était intéressante. Il n'était certainement pas facile d'y répondre (données statistiques probablement muettes), mais plusieurs articles sont fondés sur des échantillons construits et des entretiens approfondis : ils pouvaient donc inclure les données phénotypiques dans la recherche. Il est saisissant de constater qu'aucun auteur n'a pensé ne serait-ce qu'à poser la question de la discrimination de couleur. Le mythe de la démocratie raciale brésilienne aurait-il encore frappé ?

- 16 Par ailleurs, un article également comparatiste sur la présence d'étudiants étrangers (en particulier africains) au Brésil aurait été très intéressant. Dans l'attente d'une telle étude, on pourra se reporter au témoignage du Sénégalais Alain Pascal KALY : « O Ser Preto africano no "paraíso terrestre" brasileiro : Um sociólogo senegalês no Brasil », publié dans *Lusotopie* 2001 : 105-121 (et disponible sur le site internet de la revue).
- 17 Terminons en rappelant que le site du CRBC contient la liste exhaustive des thèses sur le Brésil soutenues en France (<<http://web.www.ehess.fr/crbc>>).
- 18 Janvier 2006